

Le Conseil d'Administration de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) s'est réuni le vendredi 27 mai 2016 afin de procéder à l'arrêté puis à l'approbation des états financiers annuels au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

En 2015, la situation économique s'est généralement dégradée au niveau mondial, aussi bien pour les économies avancées que les grandes économies émergentes, et notamment dans les pays tributaires de leurs exportations de matières premières. Le taux de croissance des économies africaines, dont l'Afrique centrale est en 2015 le plus faible jamais enregistré par la région depuis 2009. La croissance de la zone CEMAC chute fortement à 2,8% en 2015 contre 4,8% en 2014. L'on peut noter que ce recul est consécutif à la baisse continue des prix des matières premières et au ralentissement de l'économie de ses principaux partenaires commerciaux.

Le taux de croissance de l'économie gabonaise a fléchi à 3,9% en 2015 contre 5,1% en 2014, en raison de l'effondrement des cours du pétrole et de la baisse subséquente du niveau des investissements publics. Il en a résulté une baisse de la demande intérieure qui a impacté négativement l'activité dans plusieurs secteurs dont les services, le transport, l'agro-alimentaire, ou encore la construction.

Dans ce contexte morose, l'Etat a mis en place le Pacte National d'Ajustement de la Compétitivité. Ce programme prévoit un ajustement de la compétitivité, une rigueur dans la gestion des finances publiques, une réduction du train de vie de l'Etat et une révision du dispositif fiscal.

Le résultat net de l'exercice est bénéficiaire pour la Caisse des Dépôts et Consignations, et s'établit à **FCFA 3.670 millions**, contre 4.080 millions en 2014, soit un recul de 10%, principalement à cause d'une hausse des charges hors-activités ordinaires.

Les produits progressent de 4% pour s'établir à FCFA 11.448 millions contre FCFA 11.043 millions en 2014, principalement tirés par les autres produits, les produits financiers et les revenus locatifs des immeubles de rapport.

Les charges, ont connu une hausse de 12%, principalement due (i) au provisionnement des comptes techniques hérités de l'ex-ACCD, à la suite de travaux d'apurement, (ii) à la hausse des frais financiers due à la rémunération des dépôts réglementés en croissance, et (iii) à l'augmentation de la dotation aux amortissements, subséquente au renforcement des équipements informatiques. Les charges du personnel ont, quant à elles, cru de 12%.

Le Conseil d'Administration :

- ✓ après avoir pris connaissance du rapport de gestion de l'Administrateur Directeur Général, a décidé, à l'unanimité des administrateurs présents et représentés, d'approuver ledit rapport dans toutes ses parties et disposition, puis d'arrêter les comptes annuels de l'exercice social couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2015, tels qu'ils lui ont été présentés ;
- ✓ après avoir pris connaissance du rapport général du commissaire aux comptes, le cabinet Deloitte Touche Tohmatsu Gabon, qui certifie sans aucune réserve que lesdits états financiers annuels sont au regard des règles et principes comptables applicables au Gabon, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice 2015, ainsi que la situation financière et du patrimoine de la CDC à la fin de cet exercice, a décidé, à l'unanimité des administrateurs présents et représentés, de les approuver.

UN MODELE RESILIENT

En raison du caractère structurel de ses actions, la CDC a pu présenter les performances sus-évoquées, grâce à son modèle économique permettant un lissage de l'activité économique nationale, notamment lorsque la capacité de financement de l'Etat est obérée par la conjoncture à court terme. D'où sa vocation à œuvrer pour contribuer à la crédibilité des politiques publiques.

La capacité de la CDC à assurer sa mission première d'investisseur de long terme passe par l'élargissement de son assise financière. On remarque à cet effet un net redressement du volume des dépôts par rapport à 2014 (+17%), à fin 2015, constitués à 54% de ressources longues et à 46% de ressources à court terme.

Aussi, afin de mieux soutenir les activités de production et se donner les moyens d'impulser et coordonner les services, la Direction Générale s'est dotée d'instruments de pilotage dont l'efficacité est régulièrement testée, en faisant constamment évoluer l'organisation, en renforçant les capacités des ressources humaines, et en sécurisant davantage son système d'information.

Dans le détail, la baisse de l'encours des autres dépôts à vue (agences comptables et projets), est bien rattrapée par une hausse considérable des dépôts réglementés (les comptes séquestres des notaires, des huissiers de justice et des avocats, ainsi que les cautionnements et les consignations). Cette performance résulte principalement du renforcement de la politique commerciale initiée en 2014.

La dynamisation de la trésorerie se redresse en 2015 par rapport à 2014, tirée notamment par une demande plus vigoureuse, avec une moyenne des taux à 5,62% (contre 5,52% en 2014) pour des encours moyens annuels qui ont augmenté de 31% et dont les revenus ont permis de compenser ceux du portefeuille des participations.

Le Conseil d'Administration